

Rythmes scolaires : la réforme freinée par la campagne

FLORENCE HUBIN (AVEC A.-S.D.) | Publié le 30.01.2014, 07h00



D'ici quelques jours, le directeur académique des services de l'Education nationale (Dasen) des Hauts-de-Seine devrait avoir entre les mains presque toutes les copies des villes du département, qui planchent depuis des mois sur le sujet.

Modifier l'emploi du temps des écoliers et leur proposer davantage d'activités culturelles et sportives après la classe, la tâche demandée par l'Etat aux municipalités et aux personnels des écoles est colossale.

Elus, agents municipaux, enseignants et associations travaillent ensemble pour mettre en place à la rentrée prochaine la fameuse réforme des rythmes scolaires.

Reste l'épineuse question du financement

« Avant Noël, une douzaine de villes avaient bien avancé leur proposition et ont reçu un avis favorable du Dasen, une quinzaine était encore en pleine concertation et la réforme coïncitait dans quatre ou cinq villes », rappelle Eric Marti, responsable départemental de la PEEP. Cette semaine, 80% des villes ont remis leur projet, selon la direction académique. A Antony, où 40% des parents ont répondu au questionnaire, la municipalité n'a toujours rien décidé. La mairie de Chaville, elle, prévoit d'arrêter les nouveaux plannings à la fin du mois pour les présenter à l'inspection d'académie.

Si certaines villes se font un peu tirer l'oreille, d'autres se montrent carrément réfractaires au projet. Le Plessis-Robinson et Suresnes réclament un nouveau report de la réforme, tout en se préparant à s'y soumettre. Et la majorité UMP de Levallois, qui s'y est montrée jusqu'à présent hostile, ne s'exprimera qu'au prochain conseil, le 10 février. Quant au maire UMP de La Garenne-Colombes, il a fait voter le 18 décembre dernier une délibération pour informer le préfet de son refus de mettre en place une nouvelle organisation.

Dans l'ensemble, « les communes ont multiplié les réunions et ateliers de concertation », constate le responsable de la PEEP, pour profiter de cette année supplémentaire de réflexion, puisque aucune ville du département n'était passée la semaine de quatre jours et demi en septembre 2013. Un grand nombre d'entre elles a déjà établi un emploi du temps type, avec classe le mercredi matin. « Il y avait une piste intéressante à Sceaux, qui proposait de raccourcir les vacances plutôt que de rajouter des heures de classe le mercredi. Cette solution n'a pas été acceptée car elle est hors réforme », regrette Eric Marti. « C'est une solution qu'on soutenait car elle s'adaptait à une situation locale tout en étant conforme à l'esprit de la loi. Nous demandons que le cadre dérogatoire, à nos yeux trop restreint, soit assoupli. »

Des discussions sont encore presque partout en cours sur le contenu précis des activités, et le recrutement de nouveaux animateurs, quand il est nécessaire, n'est pas encore lancé. Reste aussi l'épineuse question de la participation financière demandée, ou non, aux familles.

Le Parisien